

entre
cté



économie Le Royaume-Uni plus pauvre que s'il était resté dans l'Union européenne

CH.GFT
CORRESPONDANTE À LONDRES

Survenues presque en même temps que le Brexit, la pandémie de covid puis la crise énergétique de 2022 ont contribué à brouiller l'évaluation de l'impact économique, pour le Royaume-Uni, de sa sortie de l'Union européenne (UE). Mais, selon une étude publiée par l'organisation américaine NBER (National Bureau of Economic Research), les conséquences sont devenues visibles dans le temps. Six ans après le départ officiel le 31 janvier 2020, les pertes pour l'économie britannique sont estimées entre 6 et 8 points de pourcentage de PIB par rapport à un scénario sans Brexit et en prenant en compte les deux chocs mondiaux.

Les chercheurs ont utilisé à la fois des données macro-économiques et micro-économiques. En comparaison avec d'autres nations riches à caractéristiques comparables, le Royaume-Uni se porte moins bien. Mais pour faire ressortir l'impact du Brexit, les chercheurs ont comparé les données des entreprises britanniques connectées ou exposées aux échanges avec l'Union européenne par rapport aux autres.

« Celles qui étaient les plus exposées ont enregistré des performances nettement inférieures à celles qui l'étaient moins », précise Gregory Thwaites, l'un des auteurs et professeur d'économie à l'Université de Nottingham. John Springford, un économiste et chercheur au Centre for European Reform, estime que cet écart de PIB représente une perte de revenus équivalant à 2.000 livres (2.300 euros) par habitant et un manque à gagner en recettes fiscales de 40 à 80 milliards de livres (46 à 92 milliards d'euros).

Ce résultat est d'abord le fruit d'une baisse d'investissement, conséquence des années d'incertitude et évaluée

entre 12 à 18 % au cours des six dernières années, selon les chercheurs. « Si vous réfléchissez à l'emplacement de votre usine ou de votre prochain immeuble de bureaux pour une banque internationale, vous voulez connaître les conditions de vos échanges avec votre principal partenaire commercial », illustre Gregory Thwaites.

Secteur automobile en déclin

La croissance de l'emploi, pourtant très dynamique avant le référendum, a aussi reculé de 3 à 4 % sur la période, affectée entre autres par une baisse anticipée de la demande de biens et de services. Et alors que la productivité était déjà l'une des faiblesses structurelles du Royaume-Uni, une baisse de 3 à 4 % a aussi été observée au cours de la période. Le coût plus élevé des échanges avec l'UE a affecté la place du pays comme lieu de production. Le secteur automobile, déjà en déclin avant le Brexit, en est un exemple. Le marché unique et l'union douanière permettent une chaîne d'approvisionnement étendue, avec fabrication des moteurs dans un pays, fabrication des pièces dans un autre et l'assemblage dans un troisième.

« Si l'on interrompt ce système par des barrières commerciales sur ces composants, on peut s'attendre à ce que les constructeurs réduisent leurs activités dans le pays le plus touché par ces barrières », résume Gregory Thwaites. Et même si le secteur automobile souffre dans toute l'Europe, le chercheur souligne qu'en termes d'exportations et de nombre de véhicules produits, la situation au Royaume-Uni est pire que celle des économies comparables sur le continent.

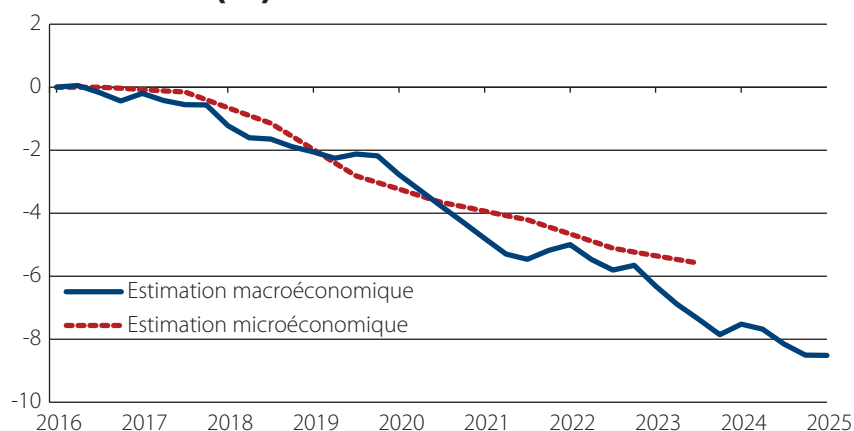
Un principe similaire est observable pour les services financiers même si l'impact est hétérogène selon les segments d'activité. Le secteur figure parmi les plus impactés par la réglementation européenne car la Commission n'a

accordé que peu d'équivalence aux Britanniques, affectant ainsi l'exportation de leurs services vers l'Europe. « Si le Brexit n'a pas été le scénario catastrophe envisagé, les grandes banques multinationales et autres institutions ont transféré leurs équipes au sein de l'UE du fait de l'absence des équivalences nécessaires pour continuer d'opérer », souligne John Springford. « Ainsi, entre 2019 et le deuxième trimestre 2023, la croissance des exportations de services financiers du Royaume-Uni a été inférieure de 25 % à la moyenne des 22 économies les plus avancées, sans correction de l'inflation. »

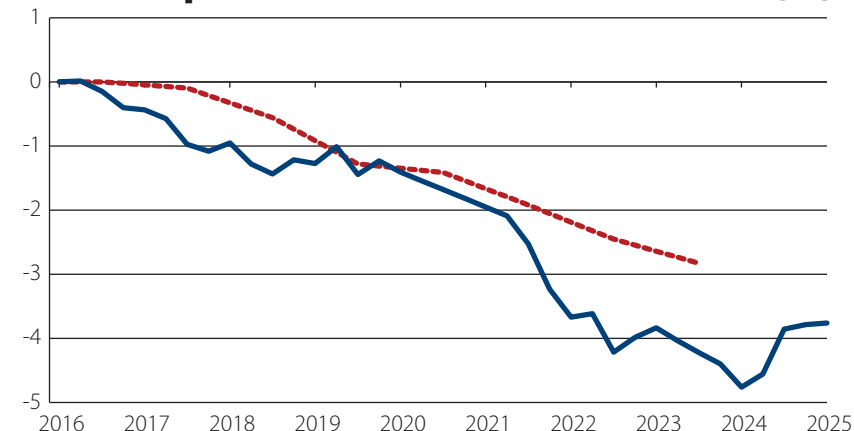
Certes, le Brexit a offert quelques opportunités au Royaume-Uni, comme la mise en place d'un cadre plus souple de développement du secteur de la tech, l'assouplissement de certaines réglementations ou la possibilité de conclure des accords commerciaux de façon indépendante. Mais ces « bénéfices » ne compensent pas les pertes liées à la sortie de l'Union européenne. Les différents accords signés avec l'Australie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande ainsi que l'adhésion au CPTPP, l'alliance du Pacifique, ne devraient se traduire que par des gains à la marge, entre 0,03 et 0,13 % du PIB pour chaque accord, à l'horizon 2035-2040 (selon les estimations de différents gouvernements britanniques). Quant à l'accord signé avec les États-Unis face au « Liberation Day » de Donald Trump, il n'a fait que limiter une augmentation de tarifs douaniers.

S'il paraît difficile pour le Royaume-Uni de combler les pertes estimées liées au Brexit, Gregory Thwaites estime toutefois que l'écart ne devrait plus continuer de se creuser. Toutefois, l'incertitude permanente qui définit désormais les relations entre les deux blocs pourrait continuer de peser sur l'économie britannique.

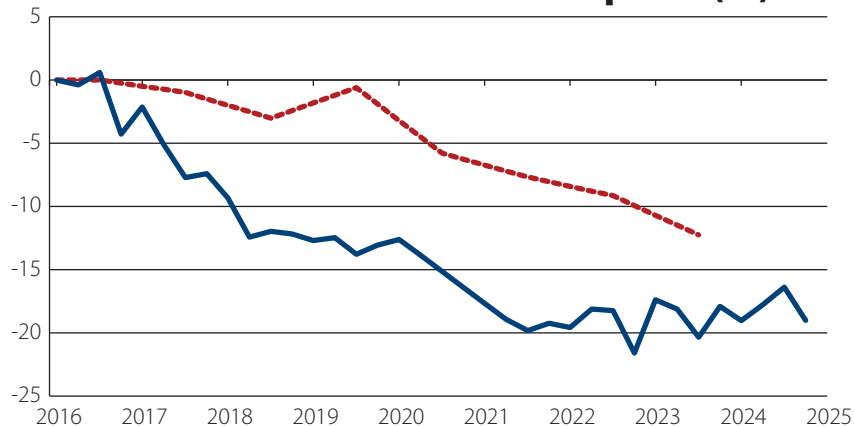
Impact estimé du Brexit... ... sur le PIB (%)



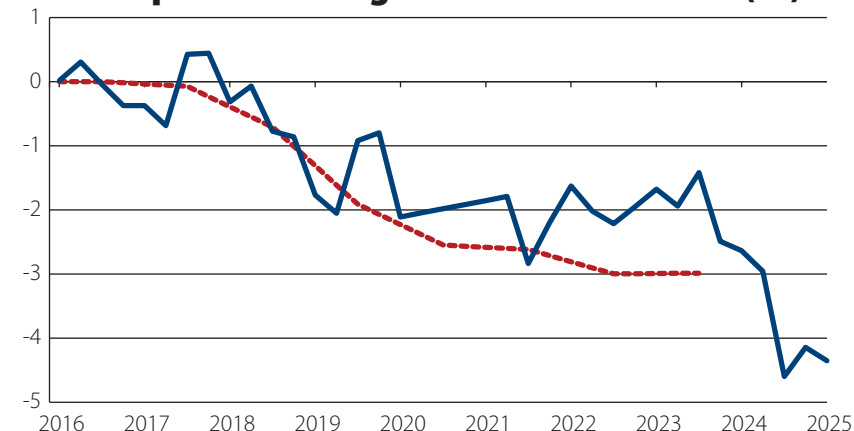
... sur l'emploi dans l'ensemble de l'économie (%)



... sur les investissements des entreprises (%)



... sur la productivité globale de l'économie (%)



Source : nbr.org